L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureau, No 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.

DIMANCHE, 9 MAI 1880.

FRANCE.

Séance orageuse à la Chambre.

L'interpellation Godelle.

La séance de 22 avril, une des plus orageuses qu'il y ait eu à la Chambre, a été consacrée à l'interpellation Godelle, sur les affaires de l'Algérie. M. Albert Grévy, gouverneur de l'Algérie et récemment nommé sénateur, s'éloignait au moment même où le cabinet Waddington, dont il était membre, allait être renversé. Il était donc tout naturel que son successeur, M. Tirman, fût présent à la discussion. Le Sénat était représenté par M. Bandry-d'Asson. — C'est grave pour l'Algérie !

M. le président.—M. de Baudry-d'Asson, je rappelle que vous êtes encore sous le coup de la censure, et vous engage à ne pas interrompre.

M. de Baudry d'Asson.—Je demande la parole.

M. le président.—Je dis que l'insinuation de M. Godelle contrevient à deux prescriptions de notre règlement. Elle contient en effet une double injure : l'une à l'adresse de celui qui est à la tribune et qui cause la valeur, et une autre qu'il n'appartient de répéter ici. [Très bien! très bien! et applaudissements à gauche et au centre.]

J'avais, dans une précédente séance, invité M. Godelle à ne pas introduire, ni par allusion ni autrement, le nom de M. le président de la République dans nos débats. Il vient de le faire..... [Interruptions à droite.]

M. le duc de Faltre.—Il ne fallait pas que M. le président de la République fût mentionné son frère gouverneur général de l'Algérie.

M. le président....—Il vient de le faire, avec le sentiment de sa responsabilité. M'armant du texte du règlement, qui punit de l'exclusion temporaire.... [Exclamations à droite. — Applaudissements à gauche et au centre.]

L'article 124 du règlement punit de la censure avec exclusion temporaire toute injure ou toute parole outrageante adressée au chef de l'Etat.... [Nouvelles exclamations à droite.]

M. Paul de Cassagnac.—M. Godelle n'a pas parlé du chef de l'Etat!

M. Dugué de la Fauconnerie.—Il n'a pas injurié le chef de l'Etat; il n'a parlé que du frère du président de la République.

M. le président.—M. Godelle aura le droit d'être entendu ou de faire entendre en son nom un de ses collègues; le règlement est formel à cet égard. [Interruptions diverses à droite.]

Je dis à la Chambre qu'un délit de parole, relevé et puni par son règlement, a été commis. Non! non! à droite.]

Il ne suffit pas que vous disiez non! La question est de savoir quelle est l'autorité compétente pour décider entre le président qui affirme et vous qui niez. [Applaudissements à gauche.]

A droite.—Personne ne conteste votre autorité!

M. le président.—Je comprends que vous vouliez couvrir votre collègue, mais il n'y a pour lui qu'une manière de se couvrir....

A droite.—Répétez la phrase qu'il a prononcée! — Il n'a pas injurié le président de la République!

M. Godelle.—Je demande la parole.

M. le président.—Je donnerai la parole, selon le règlement, à M. Godelle, quand jaurai précisé la situation.

Je soutiens que, seul entre le président seul droit de dire si un délit a été commis : le droit de la Chambre est de se prononcer quand le président la consulte. [Nouvelles interruptions à droite.]

Je le répète, n'essayez pas de couvrir ma parole, j'ai le sentiment de mon devoir de le remplir. [Très bien! très bien! à gauche et au centre.]

M. Dugué de la Fauconnerie.—Personne ne conteste votre droit!

M. le président.—Messieurs, quand il vous plaira de vous taire, je continuerai.

M. le vicomte de Bélizal.—Laissez parler M. Godelle!

M. le président.—M. Godelle parlera quand je lui aurai donné la parole; en attendant, il faut renoncer à interrompre.

M. Paul de Cassagnac.—Il n'a pas attaqué le président de la République!

M. le président.—Il ne vous appartient pas d'expliquer sa conduite; il appartiendra tout à l'heure à M. Godelle de le faire.

M. Levert.—Vous n'avez pas entendu la phrase!

M. le président.—Monsieur L..., vous n'avez pas la parole!

M. Paul de Cassagnac.—Vous vous êtes trompé!

M. le président.—Je ne me suis pas trompé, monsieur....

M. Dugué de la Fauconnerie.—Vous-les vous répétez la phrase, monsieur le président!

M. le président.—Tout à l'heure on la répétera; permettez-moi d'abord de conduire le débat et non de m'en référer à vos sentiments et à vos impressions. [Très bien! à gauche et au centre.]

Je donne lecture de l'article du règlement dont je réclame l'application.

A droite.—Il faudrait savoir à quoi il s'agit de l'appliquer!

M. le président.—Article 124 du règlement :

"La censure avec exclusion temporaire du palais de l'Assemblée est prononcée contre tout député :

.....

"5° Qui se sera rendu coupable d'outrage envers le Président de la République..... [Exclamations à droite.]

Or, en terminant son discours, M. Godelle a prononcé à l'adresse de M. Albert Grévy des paroles outrageantes..... (Dénégations à droite.)

Messieurs, vos dénégations ne prouvent pas que je n'ai pas le droit de poser la question.

M. Godelle a prononcé des paroles.....

Plusieurs membres à droite.—Lesquelles? lesquelles?

M. Paul de Cassagnac.—Lesquelles? Vous ne les avez pas entendues!

M. le président.—Je les ai entendues.

M. de Baudry-d'Asson.—Vous les avez si bien entendues que vous ne pouvez pas les répéter.

M. le président.—Je les répéterai au moment où je trouverai convenable de les répéter.

M. Paul de Cassagnac.—Il y a un malentendu.

M. le président.—Il n'y a pas de malentendu; vous allez le voir.

Un membre à gauche.—C'est une reculade!

M. le président.—Veuillez vous taire, silence!... (Ah! ah! à droite.)

Je réclame le silence de tout le monde.

Je dis qu'en terminant son discours, M. Godelle a adressé à l'honorable M. Albert Grévy une parole outrageante, et que, par cette parole outrageante, il a touché la personne de M. le président de la République.

A gauche.—Mais non!

M. le président.—Et maintenant, je crois ce que j'ai entendu, et ce qui a été malheureusement prononcé, à savoir "qu'il aurait des soupçons injurieux, après le vote, sur le front de frère du président de la République."

M. le vicomte de Bélizal.—Eh bien, ce frère n'est pas responsable des fautes de son frère.

M. le président.—Je dis que je vais consulter la Chambre sur la question de savoir si M. Godelle a encouru ou non la censure avec exclusion temporaire prévue par l'article 124 du règlement.

M. Cunéo d'Ornano.—C'est une provocation!

M. le président.—Je ne vous ai pas donné la parole!

M. Cunéo d'Ornano.—Je demande la parole pour m'expliquer; il peut faire entendre à sa place un de ses collègues.

M. le président.—Vous en aurez à dire; faisant allusion à ce passage de la lettre de M. Journault, où il est allégué que M. Albert Grévy a cédé, pour ainsi dire, captivité devant des démonstrations intéressées, dans l'intérêt de tout le monde excepté l'exquis et j'ai dit qu'un pareil soupçon, sur le front de M. Albert Grévy, des soupçons injurieux.

M. Paul de Cassagnac.—Il a démenti.

M. Godelle.—Ne voulant dans aucune manière outrager le président de la République, pour lequel j'ai un profond respect.... [Rumeurs à gauche.]

Voici à droite.—Oui, nous l'avons nommé comme vous!

M. Paul de Cassagnac.—Nous avons toujours voté pour lui ici et nous ne voterions pas pour M. Gambetta!

M. le président.—Je ne vous l'ai jamais demandé.

M. Paul de Cassagnac.—Il y en a des vôtres qui n'ont pas voté pour vous non plus!

M. le président.—Je ne m'en plains pas!

M. Godelle.—J'ai dit que par cela seul que M. Albert Grévy était le frère du chef de l'Etat, du président de la République..... [Interruptions.]

Messieurs, si dans le tracé des mots, on cherche à extraire l'animal: on ne put en retirer que des lambeaux. L'asphyxie continua son œuvre, et, au bout d'une heure, le patient était mort.

On fit l'autopsie et l'on trouva le poison en bas de la trachée-artère, engagé par la tête dans la bronche droite et par la queue dans la bronche gauche. Il était long de 11 centimètres et large de 2. Il obstruait complètement les conduits aériens.

Celui-là, du moins, avait, en mourant, vengé "le peuple aquatique," comme eut dit le bon Delille!

— Le rentrée en scène de M. Emile Ollivier inspire à la *République française* quelques réflexions. Depuis longtemps, dit notre confrère, on savait M. Ollivier dans la rédaction de l'*Evénement*.

Hier il a signé. Quel événement! La lettre du prince rouge n'est rien en comparaison, ni la démission momentanée de M. de Rémusat, ni les élections anglaises, ni même la beau triomphe populaire de M. Barodet à Lyon. M. Ollivier rentre décidément en scène. M. Ollivier et M. Rouvier, ces deux ruines de l'empire libéral, ces deux ambitieux stériles s'appuient désormais l'un sur l'autre. Nous plaignons M. Bonaparte : lui du moins n'a pas la consolation chargée d'un de ces orateurs pour longtemps le cortège des contemporains on de la postérité n'admet point de circonstances atténuantes.

Le prince est-il donc et définitivement à ne jamais remonter que, par orgueil d'un ressentiment inspiré de la fureur, il ne l'indissolubilité qui sert à un homme dans l'Académie française elle-même ne

—Un touriste qui n'a pas eu peur vient d'arriver à Berlin après avoir traversé une partie de la Norvège et du Danemark. C'est un Suédois qui se propose de parcourir toute l'Europe dans une voiture attelée de trois grands chiens islandais.

Depuis son départ de Stockholm, ce voyageur excentrique a dirigé son attelage sans accident; il compte ne rester que six mois en route et terminer son excursion par Paris, Bruxelles et La Haye. Ses chiens, plus grands que les dogues anglais, sont très robustes et pleins d'ardeur. Dans sa voiture, le touriste suédois emporte des provisions, des vêtements, et même des armes pour se défendre en cas d'attaque sur les grandes routes.

—On lit dans *l'Echo du Nord* :

"Un violent orage a éclaté jeudi sur notre région. Il a été cause d'un accident assez grave. Un train de voyageurs, venant d'Orléans, arrivait à proximité du passage à niveau du chemin de fer de Béthune. La voiture et la chaussée de ce passage ont été complètement détruites. Fort heureusement, on n'a pas eu d'accidents de personnes à déplorer.

"La foudre est tombée également sur un bateau-pêcheur de Waldam, la *Mère-de-Grâce*, qui se trouvait dans la Manche, au nord-est de Gravelines. L'élément destructeur, après avoir brisé le grand mât, vint couper le taillevent du château arrière et pénétra jusque dans l'intérieur du bateau en ce fluide électrique suivit tout le fer qui se trouve sur son passage. C'est ainsi que le jeune mousse, qui tenait un petit banc entre les mains, se le vit enlever, tenant en regardant ce fluide traverser toutes les cercles de fer qui l'entouraient.

"Autre détail non moins intéressant. Le patron, adossé contre le mât et occupé à se chausser de ses grosses bottes, sentant l'aquilon souffler avec violence sur-dessus de lui, regarda en l'air et aperçut une boule de feu qui vint aussitôt le renverser violemment sur le pont.

"Les hommes faisant partie de l'équipage se trouvèrent étourdis en un instant, et plusieurs d'entre eux tombèrent même évanouis. Durant plusieurs heures ils furent tous atteints d'une surdité telle, qu'ils ne s'entendaient plus les uns les autres."

—Les mots de la fin.

Du Domino :

Un huissier bien connu du quartier Montmartre va trouver un de nos meilleurs portraitistes et le prie de reproduire ses traits, rendus célèbres par tant d'exploits.

On convient du prix, de la dimension de la toile, et l'huissier fait diverses recommandations.

—Je désire surtout, dit-il, que vous me donniez une pose naturelle, je suis naturaliste.

—Très bien, répondit le célèbre artiste; je vous représenterai dans l'attitude du commandement.

—Dédié aux musiciens.

Le professeur demande à un élève :

— Quelle est la transposition qui fait dormir un chat ?

— ? ? ? ?

C'est la transposition à la tierce inférieure, parce qu'alors mi mi fait do do.

PRINTEMPS! ÉTÉ!!

ONE PRICE

Clothing Store,

195, 197, 199 Old Levee, coin Ste-Anne.

NOUS offrons en vente à partir de Samedi 17 avril le plus bel assortiment d'HABILLEMENTS tout faits pour hommes, jeunes gens et enfants, aux prix les plus avantageux de la ville. Toutes nos étoffes ont été commandées aux mois de novembre et décembre, c'est-à-dire avant la hausse.

Tout notre stock est frais et nouveau genre.

CHAPEAUX !

Immense assortiment de CHAPEAUX DE PAILLE.

Une ligne complète de Chapeaux de laine, feutre, Chapeaux de soie, haute forme, mail cur marché qu'aucun autre magasin en ville.

Première Communion !

Habillement complet pour Première Communion, tout spécialement fabriqué, blanc pique bl-nc. Cravate en bonne qualité, coupe élégante, tout pour $4 00.

Habillements sur commande !

Des coupeurs de premier ordre sont chargés de la commande. Nos étoffes sont de la dernière mode.

Articles de toilette, Malles, Valises, Chemises blanches et couleur, cols, etc., etc., etc.

MICHEL LION,

Coin Levée et Ste-Anne.

P.S.—Demande de 5 à 6 garçons de 15 à 17 ans pour apprendre le métier. 25 pour Pantalons.

17 avril—2m

ACCORDEZ-NOUS UNE VISITE.

EXAMINEZ

Nos Marchandises ET Comparez nos Prix.

Marchandises fraîches,

Grande Nouveauté,

Maison bon marché.

Notre "STOCK" immense de

VÊTEMENTS

confectionnés à la dernière mode pour

Hommes, Jeunes gens et Enfants,

est au complet et sera vendu à des prix

TRÈS REDUITS

sans tenir compte de la hausse.

HABILLEMENTS complets, en cassimir fantaisie de toutes qualités.

HABILLEMENTS en diagonale unis et façonnés de tous genres.

Assortiment complet d'HABILLEMENTS en drap noir.

Grand assortiment de PANTALONS cassimir fantaisie à $2.00 et au-dessus.

SURTOUTS en toile pour hommes.

Grande variété de VÊTEMENTS en cassimir et en toile pour

garçons et Enfants de 3 à 9 ans.

Habillement pour Première Communion

Composé de

Paletot alpaca noir
Pantalons cou et blanc } à $4.00.
Gilet Fleur blanc

Notre département de

Lingeries pour Hommes et Garçons

est des plus variés, et comprend une grande variété de genres et de dessins en

Chemises blanches et couleur,

ainsi que Faux-cols en toile, Poignets, Cravates blanches brodées et unies, Mouchoirs en soie, Cravates et Echarpes en soie noire et en couleur, Bretelles, Boutons, &c., &c.

Aussi : Malles, Valises et Parapluies.

Grand choix de Chapeaux et Casquettes

pour hommes et enfants à des prix très modérés.

Nous avons toujours en magasin un bel assortiment de DRAPS et CASIMIRS spécialement pour

Vêtements faits sur mesure.

Un COUPEUR de premier ordre est attaché à l'établissement.

CONVENANCE GARANTIE.

C. LAZARD,

Nos 213, 215 et 217 Vieille-Levée,

PRÈS DUMAINE,

L. S. L.

PRENEZ AVIS.

Que cette loterie est la seule qui dans un Etat ait été votée et endossée par son peuple.

UNE AUTRE GRANDE OCCASION!

PAS D'ESCOMPTE!

Pas d'ajournement!

Tous les lots payés en plein!

GRANDE CHANCE

—POUR—

UNE FORTUNE!

LA COMPAGNIE DE LA

LOTERIE

DE L'ÉTAT

DE LA LOUISIANE

—FERA—

A la Nouvelle-Orléans, Lne.,

Mardi, 11 MAI 1880.

Le Grand Tirage Mensuel

De la Loterie à $2.

CLASSE E.

GROS LOT :

$30,000,

1857 LOTS!

—LE TOUT ÉLEVANT A—

$110,400!

Le tirage commencera positivement à 11 heures

au

Au bureau de la Compagnie,

DANS LA MATINÉE DU

MARDI, 11 MAI 1880,

—A LA—

NOUVELLE-ORLÉANS, LNE.

Voyez la Distribution!

Distribution Extraordinaire!

100,000 billets à $2 chacun.

LISTE DES LOTS :

1 Lot de	$30,000, cest	$30,000
1 Lot de	10,000, ...	10,000
1 Lot de	5,000, ...	5,000
2 Lots de	2,500, ...	5,000
4 Lots de	1,000, ...	4,000
20 Lots de	500, ...	10,000
100 Lots de	100, ...	10,000
200 Lots de	50, ...	10,000
1,000 Lots de	20, ...	20,000
1,000 Lots de	10, ...	10,000

PRIX D'APPROXIMATION

- 9 Lots d'approximation de $300 chacun pour les neuf numéros précédant ceux qui auront gagné le lot de $30,000, cest 2,700
- 9 Lots d'approximation de $200 chacun pour les neuf numéros suivant ceux qui auront gagné le lot de $30,000, cest 1,800
- 2 Lots d'approximation de $100 chacun pour les neuf numéros restant du numéro qui aura gagné le lot de $5,000, cest 900

1,857 Lots se montant à..... $110,400

Billet entier, $2 ; Demi-Billet, $1.

A vendre à toutes les agences de la Nouvelle-Orléans et au bureau central de la COMPAGNIE LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE,

S'adresser à M. A. DAUPHIN,

PRÉSIDENT,

Nlle-Orléans (Lne.)

Par Bons sur la poste ou *lettres enregistrées* contenant l'argent ou encore par l'Express.

Souvenez-vous qu'un Grand Tirage de $2 du LE MARDI, 11 MAI 1880.

TOUS LES LOTS

—SONT—

Payés sur Présentation.

La demande des agents dans tous les Etats, comtés, villes et villages de l'Union.

D'excellentes garanties sont exigées et données, nécessairement, encourageant les demandes qui doivent être adressées à

M. A. DAUPHIN,

Président.

Nouvelle-Orléans, Lne.

TOUTE LETTRE SANS RÉPONSE

N. B.—Cette compagnie n'a pas d'agents dans les Etats.

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTE DE CONSTABLE.

ANNONCE JUDICIAIRE.

SEPTIÈME JUSTICE DE PAIX.—Bureau de Constable, No 202 rue Magazine.—Nouvelle-Orléans, 7 avril 1880.—M. C. Palmer & Co., Plaignants.—Lettres d'autres de Paix pour la Cité d'Orléans, No 1941.—Ce jourd'hui, Lundi, 5 du mois d'avril 1880, Septième d'autres de Paix pour la Cité d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je vais procéder à la vente à l'encan, aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, pour la Louisiane, aux portes de la Cour de Justice, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, le MERCREDI, 14 mai 1880, à midi, les biens meubles et effets suivants, à savoir :

UN JUMENT BAI, saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

JOHN HERBERT, Greffier.

4 mai—2, 9, 14

PREMIÈRE JUSTICE DE PAIX.—Par le vertu d'un writ d'alias fieri facias à moi adressé par l'Hon. W. L. Bruns, Premier Juge de la Paix pour la première Juridiction, le vendredi 9 avril 1880, dans l'affaire de Mme Mary McCoy, Plaignante, contre Mme Josephine Keller, Défenderesse, No 1,230 du docket de la Première Cour de Paix, j'ai saisi, et ferai vendre à l'encan SAMEDI, 15 mai 1880, à midi, en face de la Bourse des Négociants, en vertu d'un ordre de la Première Cour de Paix pour la première Juridiction, le vendredi 9 avril 1880, à midi, en faveur de Mme Mary McCoy, plaignante, contre Mme Josephine Keller, défenderesse, dans l'affaire ci-dessus, les biens meubles et effets suivants, à savoir :

Une propriété située dans la Première Municipalité, sur la rue Bourbon, entre les rues Conti et Bienville, consistant en un terrain de 25 pieds de face sur la rue Bourbon, sur une profondeur de 120 pieds, avec les bâtisses et améliorations y érigées, et connu sous le No 1,230 de la rue Bourbon.

Conditions—Comptant, avec reconnaissance de privilège et hypothèque sur la propriété vendue, avec les charges habituelles de 1/2 pour cent d'intérêt et de frais à la Vente. Les frais de transfert seront payés par l'acheteur.

JOHN HERBERT, Greffier.

9 mai—9, 12, 16

ETAT DE LA LOUISIANE—Cinquième Cour de Paix pour la paroisse d'Orléans.

Maurice Méat } No 10,501
contre
Ses créanciers.

Avis est par la présente donné aux créanciers et à toutes les personnes intéressées à dire, dans une période de dix jours, les raisons s'ils en ont, pour lesquelles le jugement rendu en faveur de toutes le 22 et le 25 du courant, au bureau de John Bridgeman, notaire, dans cette ville, et dans la paroisse d'Orléans, par lequel il a été déposé, conformément au dit jugement, un état final et homologué, et ledit insolvable déchargé conformément à la loi.

Nouvelle Orléans, 27 avril 1880.

JNO. J. HANNAN,
Juge de Paix.

8 mai—9, 14 Député Greffier.

SUCCESSION DE FERDINAND PECOUL.

ETAT DE LA LOUISIANE,

Cour de Paroisse—No. 62—Paroisse St. Charles.

EN vertu d'un ordre de vente, à moi adressé par l'honorable Cour de Paroisse pour la Paroisse d'Orléans, en date du 25 mars 1880, je vendrai au plus fort enchérisseur responsable à la porte de la maison de Cour à 11 heures du matin SAMEDI 1 mai 1880 la propriété ci-dessus décrite savoir :

1° Une certaine portion de terre ou habitation sucrière située dans la paroisse St. Charles, sur la rive droite du Mississippi, à environ 11 lieues au dessus de la ville de la Nouvelle-Orléans, ayant deux arpents et demi de face au fleuve, sur environ quarante arpents de profondeur, entre lignes parallèles, bornée à la ligne supérieure par la propriété de Chas. Aure et Armand Songy, et la ligne inférieure par celle du Dr. Adelaïde Jones et ensemble avec tous les édifices et les améliorations qui s'y trouvent, la sucrerie, les dépendances et tous les autres appartenances et dépendances, dans laquelle il résulte de l'hypothèque enregistrée au bureau du greffier de la Cour de District de cette paroisse.

Conditions Un quart comptant et le reste à un, deux et trois ans de crédit, en billets garantis par hypothèque sur la propriété vendue et portant huit pour cent d'intérêt par an, du jour de la vente jusqu'à parfait paiement. L'acquéreur devra assumer les dites charges et hypothèques mentionnées dans l'acte de vente et en outre payer les frais de transfert.

JOHN HERBERT, Greffier.

9 mai—4, 9, 14

John L. Posey vs. S. Fernberg.

DEUXIÈME JUSTICE DE PAIX pour la Paroisse d'Orléans. No 1,259.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. W. Rogers, Deuxième Justice de Paix pour la Paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan au No 280 rue Dryades, LE SAMEDI, le 15me jour de mai, à midi, de tous les droits, titres et intérêts de Mme S. Fernberg et de l'Etat de la Louisiane appartenant à la dite propriété ci-après décrite.

Et attendu que le dit Lewis Fishel a acquis la dite propriété et opère droits de l'Etat de la Louisiane, à la date de 1875, le vendeur a obtenu devant Charles E. Thompson, notaire en cette paroisse, et tous les droits, titres et intérêts de Mme S. Fernberg et de l'Etat de la Louisiane appartenant à la dite propriété ci-après décrite.

Et, attendu que subséquemment, le 11 avril 1876, Lewis Fishel, cessionnaire de Thompson Public de l'Etat de la Louisiane, a rendu et produit devant la dite cour donnant un titre complet du dit Lewis Fishel.

Ainsi donc, que toutes les personnes les intéressées soient qu'elles sont citées et avisées en vertu de la loi de la Louisiane et de la dite Cour de District pour la paroisse d'Orléans, qui peuvent réclamer un droit ou un titre à la propriété ci-après décrite, par public d'une information légale de trois semaines, à moins qu'il ne soit fait valoir avant la vente, par voie d'opposition en vertu duquel la vente a été effectuée, ou toute irrégularité ou illégalité dans les annonces ayant été remarquée à la loi, les propriétés ci-après seront mises définit, de faire savoir en trente jours, à partir du premier jour ou cette annonce sera insérée, sera déclarée nulle et de nul effet, et la vente faite ne sera pas confirmée et homologuée.

La dite propriété a été vendue à l'Etat de la Louisiane pour la somme de $1,000 et à cent cinq piastres et 12 cents.

La description de la propriété faite dans l'acte de vente à l'Etat de la Louisiane a été Lewis Fishel passé pardevant Charles H. Thompson, le 4 octobre 1875.

Un certain lot de terre, dans le carré d'Iet No 55, borné par les rues Royale, Urselines, Ho, tel et Ste rebon, ayant quarante-cinq pieds de face sur la rue Royale, et tirant en profondeur cent dix pieds.

Nouvelle-Orléans, 24 avril 1880

THOMAS DUFFY, Greffier.

25 avril—9 et 23 mai

ETAT DE LA LOUISIANE—Cinquième Cour de Paix pour la paroisse d'Orléans.

Maurice Méat } No 10,501
contre
Ses créanciers.

Avis est par la présente donné aux créanciers et à toutes les personnes intéressées à dire, dans une période de dix jours, les raisons s'ils en ont, pour lesquelles le jugement rendu en faveur de toutes le 22 et le 25 du courant, au bureau de John Bridgeman, notaire, dans cette ville, et dans la paroisse d'Orléans, par lequel il a été déposé, conformément au dit jugement, un état final et homologué, et ledit insolvable déchargé conformément à la loi.

Nouvelle Orléans, 27 avril 1880.

JNO. J. HANNAN,
Député Greffier.

8 mai—9, 14

SUCCESSION DE FERDINAND PECOUL.

ETAT DE LA LOUISIANE,

Cour de Paroisse—No. 62—Paroisse St. Charles.

EN vertu d'un ordre de vente, à moi adressé par l'honorable Cour de Paroisse pour la Paroisse d'Orléans, No 1,259.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. W. Rogers, Deuxième Justice de Paix pour la Paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan au No 280 rue Dryades, LE SAMEDI, le 15me jour de mai, à midi, de tous les droits, titres et intérêts de Mme S. Fernberg et de l'Etat de la Louisiane appartenant à la dite propriété ci-après décrite.

Et attendu que le dit Lewis Fishel a acquis la dite propriété et opère droits de l'Etat de la Louisiane, à la date de 1875, le vendeur a obtenu devant Charles E. Thompson, notaire en cette paroisse, et tous les droits, titres et intérêts de Mme S. Fernberg et de l'Etat de la Louisiane appartenant à la dite propriété ci-après décrite.

Et, attendu que subséquemment, le 11 avril 1876, Lewis Fishel, cessionnaire de Thompson Public de l'Etat de la Louisiane, a rendu et produit devant la dite cour donnant un titre complet du dit Lewis Fishel.

Ainsi donc, que toutes les personnes les intéressées soient qu'elles sont citées et avisées en vertu de la loi de la Louisiane et de la dite Cour de District pour la paroisse d'Orléans, qui peuvent réclamer un droit ou un titre à la propriété ci-après décrite, par public d'une information légale de trois semaines, à moins qu'il ne soit fait valoir avant la vente, par voie d'opposition en vertu duquel la vente a été effectuée, ou toute irrégularité ou illégalité dans les annonces ayant été remarquée à la loi, les propriétés ci-après seront mises définit, de faire savoir en trente jours, à partir du premier jour ou cette annonce sera insérée, sera déclarée nulle et de nul effet, et la vente faite ne sera pas confirmée et homologuée.

La dite propriété a été vendue à l'Etat de la Louisiane pour la somme de $1,000 et à cent cinq piastres et 12 cents.

La description de la propriété faite dans l'acte de vente à l'Etat de la Louisiane a été Lewis Fishel passé pardevant Charles H. Thompson, le 4 octobre 1875.

Un certain lot de terre, dans le carré d'Iet No 55, borné par les rues Royale, Urselines, Ho, tel et Ste rebon, ayant quarante-cinq pieds de face sur la rue Royale, et tirant en profondeur cent dix pieds.

Nouvelle-Orléans, 24 avril 1880

THOMAS DUFFY, Greffier.

25 avril—9 et 23 mai

Succession de Joseph Schulz.

DEUXIÈME COUR DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 41,981—Attendu que Mme Catherine Schulz a présenté une pétition à la cour à l'effet de voir et entendre le partage à la succession, de feu Joseph Schulz, décédé intestat, avis est par la présente donné à tous ceux qui ont droit ou intérêt à s'y opposer, de le faire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles la pétition ne peut pas être droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour.

JOHN HERBERT, Greffier.

9mai—9,14,18

Succession de John A. Turnell.

DEUXIÈME COUR DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 41,340—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées, d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivent la présente notification, les raisons (s'il y en a) pour lesquelles le compte présenté par les exécuteurs testamentaires de cette succession ne devrait pas être approuvé et homologué, et les fonds distribués conformément audit compte.

Par ordre de la cour.

JOHN HERBERT, Greffier.

1mai—5 9

Succession de George Wingfield mineur.

DEUXIÈME COUR DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 41,567—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivent la présente notification, les raisons (s'il y en a) pour lesquelles le compte présenté par John H. Brown, exécuteur testamentaire dudit de cette succession ne devrait pas être approuvé et homologué, les fonds distribués conformément audit compte.

Par ordre de la cour.

JOHN HERBERT, Greffier.

29 avril—mai 5, 9

AVIS DE SUCCESSIONS.

Succession de George W. Hopkins.

DEUXIÈME COUR DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 41,649—Avis est par la présente donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il y en a) pour lesquelles le compte présenté par l'administrateur de cette succession ne devrait pas être approuvé et homologué, les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.

JOHN HERBERT, Greffier.

9mai—9,12,16

Succession de Joseph Schulz.

DEUXIÈME COUR DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 41,981—Attendu que Mme Catherine Schulz a présenté une pétition à la cour à l'effet de voir et entendre le partage à la succession, de feu Joseph Schulz, décédé intestat; avis est par la présent donné à tous ceux qui ont droit ou intérêt à s'y opposer, de le faire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles la pétition ne peut pas être droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour.

JOHN HERBERT, Greffier.

9mai—9,14,18

Succession de John A. Turnell.

DEUXIÈME COUR DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 41,340—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il y en a) pour lesquelles le compte présenté par les exécuteurs testamentaires de cette succession ne devrait pas être approuvé et homologué, et les fonds distribués conformément audit compte.

Par ordre de la cour.

JOHN HERBERT, Greffier.

1mai—5 9

Succession de Clara Burot, Vve de Edouard J. Bradwell.

DEUXIÈME COUR DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 41,235.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'il y en a) pour lesquelles le compte présenté par les exécuteurs testamentaires de cette succession ne devrait pas être approuvé et homologué, et les fonds distribués conformément audit compte.

Par ordre de la cour.

JOHN HERBERT, Greffier.

9 mai—mai 5, 9

VENTES A L'ENCAN.

PAR E. PETERS & CO.

690 mèches Rubis, Soulière et Brodequins,

PAR H. STERN & CO.—Rendez-vous à sera vendu LUNDI, 10 mai 1880, à 10 heures du matin, à l'ancienne maison No 29, rue de Chartres,

400 échantillons bottes, souliers et brodequins,

empaquetés en huit assortiments.

Ou échantillons la vente. Final

PAR NASH & HODGSON.

Actions populaires à l'encan.

Succession de Mme E. D. Wolcott, décédée.

Deuxième Cour de District pour la paroisse d'Orléans, du siège No 41,743.

A L'ENCAN.

PAR NASH & HODGSON—W. J. Hosenton vs. Succession Mme E. D. Wolcott.

SAMEDI, 22 mai 1880, à midi, et dans à la Bourse d'après St Charles, dans la rotonde de l'Hôtel St. Charles, en cette ville, en vertu et conformément à un ordre de Cour de District pour la paroisse d'Orléans en date du 9 mai 1880, dossier No 41,743 pour le compte de la succession de Mme E. D. Wolcott, décédée, il sera vendu à l'encan :

(14) Quatorze actions du fonds capital de la Compagnie d'Assurance de la ville de la Ville-Orléans chacune payée en plein.

(13) Vingt-deux actions du fonds capital de la Compagnie d'Assurance de feu de la rue St-Charles, $50 chacune payée en plein.

Conditions—Comptant avant la vente.

9 mai—9, 16, 19, 23

ANNONCE JUDICIAIRE.

LOT DE TERRE ET VALANT

Rue Chestnut, près coin Philip.

Succession de Harry I. Hays, décédé.

Seconde Cour de District pour la Paroisse d'Orléans.

Monsieur Dauvergne.

A long crédit. A l'encan.

PAR NASH & HODGSON. W. J. HODGSON, Encanteur—Bureau, 12 rue Carondelet.—LUNDI, 24 Mai 1880, à midi, à la Bourse d'Après St Charles, au rez-de-chaussée de la Rotonde de l'Hôtel St Charles, en cette ville, en vertu d'un ordre de l'Honorable Deuxième Cour de District pour la paroisse d'Orléans, en date du 5 mai 1880, il sera vendu à l'encan les propriétés suivantes, à savoir :

1. La rangée de sept maisons en briques, à deux étages, au coin des rues Lafayette et Dryades, dans le Premier District de cette ville, dans l'Iet borné par les rues Lafayette, Dryades, Baronne et Dryades, comprenant deux lots de terre, Nos. 21 et 22, se touchant et ayant chacun 27 pieds de face à la rue Dryades sur 110 pieds de profondeur, le lot No 21 formant le coin des rues Lafayette et Dryades. Cette propriété est occupée comme les Nos. 905, 907, 909 et 911 rue Lafayette, est en face du TURNER'S HALL, et a un Iet soumis aux servitudes. Etant cette partie de terrain la plus rapprochée de la rue Philip, de cette ancienne Iet de terre mesurant, chacun, 30 pieds de face sur Chestnut, sur une profondeur d'environ 150 pieds 11 pouces, appartenant aux héritiers de la succession susmentionnée.

Conditions : Acquéreur fournira un billet daté ou jour de l'adjudication, payable dans 18 mois avec 8 0/0 par an d'intérêt à partir de cette date, signé par deux endosseurs, qui sera approuvé par le vendeur et le cédant de 8 0/0 pour hommières d'avoir en cas de retard de paiement. L'acquéreur paiera les frais de l'adjudication, les taxes dues et exigibles en 1880.

L'acte de vente passé devant George W. Christy, notaire, aux frais de l'acquéreur.

29 avril—mai 9,16,23,30

PAR J. V. GOURDAIN.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Deux bonnes résidences en bois dans le Deuxième District, No 2026 rue des Urselines, entre les rues Prieur et Prieur.

No 10,833.—Sixième Cour de District pour la paroisse d'Orléans.

Amédée Brugier et al. vs. Philippe Brugier et al.

Vente pour effectuer un partage entre héritiers.

PAR J. V. GOURDAIN, encanteur. Bureau 66 rue Royale.—LUNDI, 10 mai 1880, à midi, à la Bourse des Négociants et Encanteurs, rue de la Commune, et environ 292 pieds 1 pouce 6 lignes de face à Florida Landing sur rue Julie (si mieux on aime).

Les dits deux lots sont situés à la jonction de trois chemins roulables et du pont de la rue de la Course, avec bâtiments, établissement à l'établissement de vacheries ou de jardins.

Quatorze lots de terre, comprenant tout 11. Les irréguliers No 17 et 791, borné par les rues Louisiane, Napoléon, Solomon et Julie, ayant ensemble 272 pieds 6 pouces de face à la rue Julie sur Florida Landing, 264 pieds 3 pouces de face à la rue Solomon, 324 pieds 10 pouces de face à la rue de la Louisiane et 55 pieds 4 pouces de face à la rue Napoléon (le tout plus ou moins).

Conditions—Un tiers comptant, et le reste à un et deux ans de crédit, avec intérêt à 8 pour cent ; un de j